

Une offensive contre la presse sans précédent

Comment faire face à l'assaut de la presse française par une poignée de milliardaires ultraconservateurs, qui menace de saper les fondements mêmes de notre démocratie ? Toutes celles et ceux attachés aux principes fondateurs de la République sont confrontés à cette urgente interrogation.

Laurent MAUDUIT, journaliste à Mediapart

« **R**établir la liberté de la presse, son honneur et son indépendance vis-à-vis des puissances financières» : la célèbre ambition affichée par le Conseil national de la résistance (CNR), dans son programme «Les jours heureux», adopté dans la clandestinité le 15 mars 1944, est souvent évoquée dans le débat public français. On croit le plus souvent qu'en fixant cette priorité, les résistants entendaient tourner au plus vite la page sombre de la presse collaborationniste. C'est pourtant une erreur : ils entendaient tout autant tourner celle de la presse affairiste et de la presse d'extrême droite de l'entre-deux-guerres. Et s'il est utile de s'en souvenir, c'est que l'histoire bégaye : par bien des aspects, c'est la même irruption d'une presse d'extrême droite à laquelle on assiste aujourd'hui, organisée par des puissances d'argent. Arrêtons-nous donc un instant sur la situation de la presse sous la III^e République, pour cerner les leçons qui pourraient aujourd'hui nous être utiles.

La presse corrompue de la III^e République

A l'époque, la plupart des grands journaux tombent sous le joug de grandes puissances financières. Pis que cela ! Ils sont constamment instrumentalisés par elles dans des logiques affairistes ou d'influence. Et des exemples de ces manipulations orchestrées par une presse corrompue, il en existe à foison. Il y a le scandale Raffalovich, l'un des plus tristement éloquents. Quelques mois tout juste avant son exclusion du Parti communiste français pour la critique du stalinisme qu'il commence à esquisser, c'est l'essayiste et opposant de gauche Boris Souvarine (1895-1984) qui révèle l'affaire par une série d'articles publiés par *L'Humanité*, du 5 décembre 1923 au 30 mars 1924, sous le titre « *Labominable vénalité de la presse française* ».

Voulant que la presse française chante les louanges des emprunts russes, le régime tsariste avait dépêché un émissaire à Paris, Arthur Raffalovich (1853-1921), pour qu'il corrompe les journalistes français. Or il y est parvenu au-delà de toute espérance, au point que dans un télégramme diplomatique retrouvé dans les archives tsaristes par les bolchéviques, au lendemain de la révolution d'Octobre, il s'était lui-même dit écoeuré par cette « *abominable vénalité de la presse française* ».

Il y a encore le scandale du *Temps*, qui est, au début des années 1930, la propriété d'un certain Louis Mill (1864-1931). Mais quand celui-ci meurt, en 1931, on découvre dans son coffre-fort un document attestant qu'il n'est qu'un prête-nom. Les vrais propriétaires du journal sont en fait un consortium d'industriels liés au Comité des forges dont François de Wendel (1874-1949) est le président, en même temps qu'il est le régent de la Banque de France, quartier général des célèbres « *deux-cents familles* »⁽¹⁾. En clair, le journal appartient secrètement à la principale organisation patronale.

Mais il y a encore plus grave. Dans ce climat général d'affairisme, quelques milliardaires croquent aussi des journaux pour essayer de les utiliser dans leurs complots pour renverser la République. C'est le cas du *Figaro*, qui, en 1922, est acheté par le parfumeur fasciste et antisémite François Coty (1874-1934). Ce dernier, après avoir inondé d'argent l'Action française, crée sa propre Ligue, Solidarité française, qui figure parmi les mouvements factieux qui cherchent à renverser la République lors des émeutes du 6 février 1934.

(1) Etaient appelés ainsi pendant les années 1930 les deux-cents plus gros actionnaires qui constituaient l'Assemblée générale de la Banque de France.

« Ce qui s'est mis en place est autrement plus grave que lors des années 1920-1930. C'est tout un conglomérat immensément puissant - comprenant une ribambelle de médias, mais aussi des géants de la communication, de la publicité, de l'édition - qui entre en campagne ou est manipulé dans le but de faire campagne pour l'extrême droite. »

On comprend donc la raison pour laquelle le CNR fait à la Libération de la liberté et surtout de l'indépendance de la presse une priorité. C'est qu'il s'agit d'un ressort majeur de la démocratie. Dans cette logique, la plupart des journaux cherchent à ériger une muraille de Chine entre la presse et les puissances financières, soit en se refondant sous la forme de coopératives ouvrières, soit en avançant vers un modèle proche, celui que *Le Monde* trouvera à partir de 1952 : un journal propriété de ses journalistes. En clair, la France se dote de la presse libre et indépendante qu'Albert Camus appelle de ses vœux, dans ses éditoriaux pour *Combat*. «*La France a maintenant une presse libérée de l'argent. Cela ne s'était pas vu depuis cent ans. Nous avons la faiblesse de tenir à cette révolution*», se réjouit-il dès le 11 octobre 1944.

L'édification de l'empire médiatique Bolloré

Or, c'est toute cette œuvre libératrice du CNR qui est aujourd'hui en France en phase de déconstruction. Et les coups de boutoir, en deux temps, sont les mêmes que pendant l'entre-deux-guerres. Il y a d'abord le rachat en rafale de presque toute la presse nationale par une poignée de milliardaires, dans des logiques d'influence ou de connivence. De grands journaux, autrefois indépendants, comme *Libération* ou *Le Monde*, passent ainsi dans l'orbite des puissances d'argent.

Et puis, second temps, il y a, comme dans les années 1920 et 1930, une offensive de l'extrême droite. Puisque les gouvernements successifs n'ont rien fait pour défendre l'indépendance de la presse, un premier milliardaire, en l'occurrence Vincent Bolloré, se prend à penser qu'il pourrait asservir les médias qu'il contrôle aux combats de l'extrême droite. Et, dans cette offensive, rien ne l'arrête. C'est le plus stupéfiant de l'histoire : quand il engage ses emplettes et met ses médias au service des combats inégalitaires ou xénophobes de l'extrême droite, la puissance publique ne l'entrave pas, et parfois même l'encourage.

Commence alors une offensive sans fin. C'est d'abord la jeune rédaction d'i-Télé qui en fait les frais en 2016 : Vincent Bolloré y installe à sa tête un dénommé Guillaume Zeller, qui est le fils d'Adrien Zeller, l'un des quatre généraux putschistes de la guerre d'Algérie, lequel Guillaume Zeller se fait connaître en écrivant des billets de blog en réhabilitation de Paul Aussaresses, le général qui a promu la torture en Algérie. Puis, rebaptisant i-Télé en CNews, il y installe des chroniqueurs d'extrême droite, prêchant la haine de l'étranger, tel Eric Zemmour, multicondamné pour provocation à la discrimination raciale ou injures publiques à caractère raciste. Les années suivantes, d'autres médias issus du pôle média du groupe Lagardère tombent dans son escarcelle, comme Europe 1, *Paris Match* ou *Le Journal du dimanche*. Dans cette dernière publication, Vincent Bolloré organise une véritable purge et installe à sa tête Geoffroy Lejeune, un ancien dirigeant de *Valeurs actuelles* qui est aussi un proche d'Eric Zemmour.

«Porosités» favorables à l'extrême droite

Ce qui se met alors en place est autrement plus grave que lors des années 1920-1930. Car ce n'est pas seulement un titre, *Le Figaro*, qui est croqué par un parfumeur fasciste, adorateur de Mussolini ; c'est tout un conglomérat immensément puissant, comprenant une ribambelle de médias, mais aussi le géant de la communication Vivendi, le géant de la publicité Havas ou encore le géant mondial de l'édition Hachette, qui entre en campagne ou qui est



© JEANNE MENJOUET, LICENCE FLICKR

«**Sous les quinquennats d'Emmanuel Macron, on est passé spectaculairement de l'indolence à la pure et simple complicité : tous les ministres raffolent s'afficher dans les médias de la haine de Bolloré, qu'il s'agisse de l'émission d'Hanouna ou du *Journal du dimanche*.»**

manipulé dans le but de faire campagne pour l'extrême droite. L'offensive contre la démocratie conduite par Vincent Bolloré est d'autant plus inquiétante que les phénomènes de porosité jouent alors à plein. Ainsi les autres chaînes d'info en continu copient-elles les pratiques glauques de CNews : c'est le cas de LCI mais surtout de BFM-TV, dont le directeur de l'information va même jusqu'à donner consigne à ses équipes d'inviter plus souvent les chroniqueurs d'extrême droite qui officient dans les médias de Bolloré, notamment ceux de *Valeurs actuelles* ou du *Journal du dimanche*. Et c'est cela le véritable danger : on sent de plus en plus nettement au fil des années récentes que c'est l'extrême droite qui fixe l'agenda du débat public.

Et puis, les initiatives de Bolloré donnent de l'audace à d'autres hommes d'affaires d'extrême droite qui étaient jusque-là restés dans l'ombre. Le cas le plus spectaculaire est celui du milliardaire brun Pierre-Edouard Stérin, qui est proche du Rassemblement national - c'est lui qui rachète, courant 2024, la villa de la famille Le Pen à Rueil-Malmaison. Marchant sur les brisées de

(2) Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique.



Puisque les gouvernements n'ont rien fait pour défendre l'indépendance de la presse, un milliardaire, Vincent Bolloré, s'est pris à penser qu'il pourrait asservir les médias contrôlés par lui aux combats de l'extrême droite...

Vincent Bolloré, dont il est proche, il tente ainsi, avec l'aide de l'ex-ministre socialiste Arnaud Montebourg, de racheter le magazine *Marianne*. Une opération qui aurait abouti, si la rédaction ne s'y était, très tardivement, opposée.

En bref, c'est une offensive sans précédent qui est menée contre la presse, menaçant de saper l'un des fondements majeurs de la démocratie. Offensive d'autant plus spectaculaire que nul ne s'y oppose. C'est même pis que cela : les pouvoirs successifs ne cessent de se montrer accommodants, sinon complices. Sous le quinquennat de François Hollande, le gouvernement de l'époque laisse ainsi Bolloré malmener la jeune rédaction d'i-Télé, qui mène une grève courageuse. Puis, sous les quinquennats d'Emmanuel Macron, on passe spectaculairement de l'indolence à la pure et simple complicité : tous les ministres raffolent s'afficher dans les médias de la haine de Bolloré, qu'il s'agisse de l'émission d'Hanouna ou du *Journal du dimanche*.

Revenir aux principes du CNR, refonder la presse

De son côté, l'Arcom⁽²⁾, se montre relativement impuissante, du fait d'une législation trop accommodante avec les milliardaires. En juillet 2024, le gendarme de l'audiovisuel a certes l'audace de ne pas renouveler la fréquence sur la TNT de C8, l'une des chaînes-phares de l'empire Bolloré. Mais la sanction est somme toute assez légère, au regard des manquements commis. Qu'on en juge ! Près de quarante-six mises en garde, mises en demeure et amendes sont prononcées à l'encontre du groupe Bolloré depuis 2012, mais à l'évidence elles ne sont pas de nature à faire plier l'homme d'affaires, qui dispose toujours d'une autre chaîne, CNews, pour continuer à faire campagne pour l'extrême droite. Comble de la mauvaise foi, la sanction visant C8 ne dissuade pas les chroniqueurs maison de dénoncer une atteinte grave à

la liberté d'expression. Si la fréquence n'est pas renouvelée, c'est parce que le groupe Bolloré n'a pas respecté ce qu'énonce la loi : il n'y a pas, sur la TNT, de chaînes d'opinion, et les chaînes doivent respecter un principe démocratique, celui du pluralisme.

Quoiqu'il en soit, la faiblesse des dispositifs légaux dont dispose l'Arcom soulève une question majeure : que faut-il donc faire pour contenir toutes ces dérives que les avancées de l'extrême droite accentuent ? La réponse coule de source : en revenir au plus vite aux principes de liberté et d'indépendance défendus par le CNR. Cela passe par des mesures d'urgence. Comme à la Libération, mais dans un contexte nouveau, il faudrait revoir et durcir les critères anticoncentration, de sorte que les principaux médias ne soient pas entre les mains d'une poignée de milliardaires qui ne se soucient guère du droit de savoir des citoyens. Il faudrait également que la loi confère aux rédactions un statut juridique leur accordant des droits moraux, comme le droit d'approbation du directeur de la publication ou le droit de révocation. Le pouvoir socialiste s'est opposé à ce que la loi Bloche, votée lors du quinquennat Hollande, intègre cette disposition, qui aurait pourtant protégé les rédactions d'i-Télé ou du « *JDD* ».

A plus long terme, c'est au développement d'une presse libre et indépendante que devrait œuvrer un gouvernement progressiste, en reconstruisant un mur infranchissable entre les médias et les puissances d'argent, en inventant des modèles juridiques (à l'exemple du fonds de dotation de Mediapart) qui créent pour la presse un nouvel écosystème progressiste : une presse sans actionnaire.

Mais disons-le sans détour : les dérives de la presse disent beaucoup de l'anémie de notre démocratie. Face à la menace de l'extrême droite, il y a donc une double et même urgence : refonder la presse et refonder la démocratie. ●

« La faiblesse des dispositifs légaux dont dispose l'Arcom soulève une question majeure : que faut-il donc faire pour contenir toutes ces dérives que les avancées de l'extrême droite accentuent ? La réponse coule de source : en revenir au plus vite aux principes de liberté et d'indépendance défendus par le CNR. »